



La source

« On vient au communisme comme on va à la source. » Pablo Picasso.

BULLETIN DE LIAISON DES COMMUNISTES D'ISTRES / FOS

N°1

Edito

Madame, Monsieur



Voici le premier numéro d'un tout petit journal, bien modeste dans sa présentation mais qui a l'ambition de nouer des liens entre les militants du Parti communiste de la Section Istres-Fos et vous.

Alors voilà, nous, nous voulons changer cette société qui écrase les individus et nous pensons qu'un autre monde, plus juste et plus fraternel est possible.

Seul de notre côté nous ne pouvons pas grand chose. Mais ensemble nous pouvons beaucoup. On l'a vu il y a un an quand une majorité de

françaises et de français a repoussé le projet de constitution européenne. Quand, cet hiver, la mobilisation des jeunes, des salariés, des syndicats unis contre le CPE a imposé le retrait de ce texte.

Aujourd'hui, la droite (UMP comme UDF) au pouvoir, sans tenir compte des votes des citoyens ni la colère qui s'est exprimé jusque dans la rue, n'en poursuit pas moins sa politique en faveur du patronat et des riches. Véritable politique de classe contre notre peuple.

A Gauche, certains ne proposent que des replâtrages et pensent plus à leur promotion personnelle qu'à répondre aux besoins et aux attentes de ceux qui souffrent des politiques libérales que l'on nous impose depuis plus de vingt ans.

Pourtant une autre politique est possible. Pour y parvenir le rassemblement de tous ceux qui veulent que ça change réellement est plus que jamais nécessaire.

C'est le sens de l'appel lancé par Marie George Buffet à l'issu du dernier congrès du PCF: construire un grand rassemblement populaire et antilibéral, populaire car c'est tout notre peuple qui est concerné, antilibéral car de profonds changements sont nécessaires et qu'il faut rompre avec les logiques libérales et capitalistes qui nous conduisent à la barbarie. Nous voulons battre ce pouvoir et réussir à gauche en se rassemblant sur un programme antilibéral, anticapitaliste, pour commencer à construire une autre société. Une société basée sur tout ce qui est humain et non sur la dictature de l'argent.

Jean-Yves Allègre



POLLUTION DE L'ÉTANG DE BERRE

Le Ranquet, ancien petit port de pêche d'Istres, surplombant l'Étang de Berre.

A priori, un vrai paradis, loin de la pollution citadine, du bruit des moteurs de voitures et de mobylettes...

Mais voilà, problème.....

Le Ranquet victime de la pollution de l'Étang de Berre !!!

L'Étang de Berre est un lieu où l'eau de mer rencontre l'eau douce, principalement celle apportée par la centrale hydraulique EDF de Saint-Chamas (85 à 95 % de l'ensemble de ces apports) ainsi que l'eau des principales rivières que sont l'Arc, la Cadière et la Touloubre

Les effets de la mise en service de la centrale EDF en 1966 furent immédiats puisque la salinité a chuté quelques mois après le démarrage de la centrale.

Les apports en eau douce d'EDF se caractérisent par une grande variabilité saisonnière et interannuelle. Nuls en période de sécheresse, ils peuvent atteindre des volumes considérables, comme en 1977 où 6,6

milliards de m³, soit plus de 6 fois le volume total de l'étang, ont été déversés.

A la fin du printemps,



lorsque l'activité de la centrale ralentit, les apports en eau douce diminuent et la salinité de l'eau remonte. Celle-ci est à son maximum en été.

Ces variations de salinité ont des conséquences immédiates sur les animaux et les végétaux, générant la disparition de très nombreuses espèces.

A cela s'ajoute le fait que les eaux de la Durance (celles de la

centrale) se répandent plutôt à la surface de l'étang. Aussi constate-t-on une différence importante de salinité entre les eaux de

surface et les eaux profondes provenant de la mer, via le canal de Caronte. Les eaux ne se mélangeant pas, il se produit des phénomènes d'anoxie dans les eaux profondes, c'est-à-dire un manque d'oxygène.

Depuis 1995, l'étang de Berre reçoit de la centrale EDF jusqu'à 2,1 milliards de m³ par an d'eau douce, soit plus de 2 fois son volume total

Trop de sels nutritifs

Autre source de pollution : les rejets de sels nutritifs) qui sont d'origine domestique (via les stations d'épuration, qui ne traitent pas entièrement les eaux usées et via les cours d'eau), industrielle et agricole (épandage d'engrais en excès). Ils sont apportés directement dans le milieu par les effluents ou par les cours d'eau.

Les quantités rejetées sont telles qu'elles entraînent un phénomène d'eutrophisation, c'est-à-dire une eau trop riche en éléments nutritifs qui conduit à une prolifération excessive de végétaux. Les nuisances sont importantes : accumulation sur le littoral de macroalgues au printemps et en été, mauvaises odeurs liées au pourrissement de ces algues, manque de clarté, coloration des eaux, présence de mousses à la surface de l'eau.

Mais l'ouverture de la centrale EDF a eu pour conséquence une diminution très importante du nombre

d'espèces présentes dans l'étang. Aujourd'hui, seuls sont présents les muges, anguilles, loups et daurades.

Voilà ce qui explique pourquoi l'étang de Berre est malade...

EN CONCLUSION

L'idée de détourner l'eau douce de l'étang apparaît édifiante pour réhabiliter l'étang de Berre: prix de la construction d'un canal de détournement d'eau douce: 1 milliard d'euros.

Mais il faut également équiper les villes de stations d'épuration et traiter les déchets industriels de toutes les entreprises situées autour de l'étang.

Vaste programme : venez en discuter avec les communistes qui ont des propositions en matière d'environnement (proposition de loi de Paul lombard en 1991, député)

Faites vous entendre, faisons payer les responsables de la pollution!

OBJECTIFS COMMUNISTES POUR L'ENSEIGNEMENT

Tout le monde partage le constat d'une école confrontée au renforcement des inégalités sociales et culturelles. Les enfants d'ouvriers qui représentent 31% des élèves de 6ème, ne représentent plus que 18,2% des admis au baccalauréat. A 18 ans, près d'un jeune sur cinq a déjà arrêté ses études, près de 3 enfants d'ouvriers sur 10 contre 5% des enfants de cadre. Il est aussi difficile d'admettre que plus de 150 000 jeunes sortent du

système scolaire sans aucune qualification.

Face aux problèmes posés à l'école, une vaste réforme du système éducatif est nécessaire à l'issue de laquelle l'Etat doit avoir l'ambition véritable et sincère de la réussite pour tous et agir pour rester le garant du service public de l'Education nationale.

Nous refusons que des choix élitistes et coûteux (les grandes écoles coûtent trois ou quatre fois plus cher

que les universités) soient supportés pour l'essentiel par les contribuables. Nous devons, pour les collégiens et les lycéens, définir des budgets prioritaires pour les 150 000 jeunes qui quittent le système scolaire proches de l'illettrisme. A l'école primaire, nous nous élevons contre les programmes de détection de la délinquance précoce qui n'auront pour conséquence que d'aiguiller les enfants

"difficiles" dans des voies de garage.

De manière générale, nous proposons 4 leviers :

1. L'éducation doit être un service public national, laïc et véritablement gratuit, obligatoire de 3 à 18 ans (avec un droit effectif d'accès à la maternelle dès l'âge de 2 ans). Sa mission est de faciliter l'accès de tous à un haut niveau de culture commune en même temps qu'à une formation qualifiante initiale de qualité. Elle

doit déboucher sur une insertion professionnelle réussie et permettre l'accès à la



formation tout au long de la vie dans le cadre d'un système de sécurité d'emploi ou de formation.

2. La lutte contre les inégalités dans et hors l'école, doit être une priorité absolue. Nous

proposons - outre les mesures générales adoptées au plan social en direction des familles - de créer un "Fonds national de lutte contre les inégalités à l'école" visant notamment à compenser les inégalités territoriales, à assurer une véritable gratuité dans tous les domaines, à financer les actions pédagogiques nécessaires et l'accès de tous à la culture vivante. Il faut porter à 7% du PIB, l'effort financier de l'État.

3. Un effort considérable doit être fait pour améliorer la qualité des enseignements : rénovation des programmes pour une culture commune, démarches pédagogiques et éducatives de réussite, activités éducatives complémentaires... Il faut en parallèle renforcer la formation initiale et continue de tous les personnels en lien avec la recherche en sciences de l'éducation ; améliorer les conditions d'étude

et de travail de tous. La création d'observatoires des scolarités impliquant parents, élèves et enseignants à côté des élus permettra de réaliser dans les faits ces ambitions.

4. C'est toute la société qui doit être mise en mouvement pour assurer une réelle démocratisation de l'école. Les parents, les lycéens et les personnels se verront reconnaître des droits nouveaux dans le cadre d'une réelle démocratie participative.

CARBURANT : HALTE AU RACKET !

En quatre mois, **le litre de diesel a augmenté de 4,8% et celui de super de 5,73%.**

Pour 100 euro dépensés en super-95, l'automobiliste paye 53 euro en TIPP et 16 euro en TVA!

Pour 100 euro de gazole, il paye 43 euro en TIPP et 16 euro en TVA !

Pour l'Etat, c'est une **manne colossale plus de 20 milliards d'euro par an** au seul titre de la TIPP.

Une fois de plus, les prix de l'essence s'envolent. Depuis janvier dernier, en quatre mois, le litre de diesel a augmenté de 4,8% et celui de super de 5,73%.

Certes, cette hausse, si **pénalisante pour le pouvoir d'achat**, est liée à celle du prix du pétrole brut, lequel augmente fortement sur les marchés internationaux.

Pour autant, est-ce aux **salariés, aux chômeurs, aux jeunes, aux retraités de supporter la facture** ? Et l'Etat français est-il totalement démuné de moyens d'empêcher la répercussion des hausses jusqu'aux prix à la pompe ? C'est le contraire qui est vrai. **Ce racket sur les travailleurs et leurs familles doit cesser !**

L'été dernier, le ministre Breton, après avoir menacé les pétroliers d'une **taxation exceptionnelle** sur leurs



profits, s'était contenté, au final, d'une maigre table ronde à l'issue de laquelle seul le groupe Total avait pris l'engagement de lisser la répercussion des hausses de prix du brut sur les prix à la pompe. Les pétroliers étrangers avaient « pris note » de cet engagement « titanesque »... Quant à la grande distribution, elle n'avait même pas fait le déplacement. De son côté, le Premier ministre, dans une **envolée démagogique**, avait proclamé son souci de l'indépendance énergétique de la France.

Aujourd'hui le même Breton est d'autant moins bavard que les patrons de l'industrie pétrolière ont récusé par avance toute idée d'une nouvelle table ronde.

Il propose donc aux français d'encaisser le coup, tout en se félicitant de ce que la France soit « dans les clous » du traité de Maastricht à force de freinage de la dépense pour les services publics. Quant au Premier ministre, il maintient le cap de la **privatisation de EDF et GDF**, deux atouts fondamentaux pour notre indépendance énergétique. Tout cela ne va faire qu'**accentuer les difficultés de la croissance et de l'emploi.**

Ca suffit ! L'Etat doit prendre ses responsabilités

Tout de suite il doit :

- *Décréter une **diminution de 5% des taux d'Etat de la TIPP sur l'essence sans plomb.** Cela amènerait ainsi à la moyenne européenne l'écart entre taxation du « sans plomb » et du gazole ;
- *Décider le **gel des taux de TIPP** sur le gazole ;
- *Instaurer un « **prix maximum** » à la pompe, tout

particulièrement **pour le fioul domestique** ;
***Mettre en place une contribution sur les profits bruts des compagnies pétrolières et les marges des réseaux de distribution** pour financer ces mesures et pour commencer à abonder un Fonds de lutte anti-pollution.

A plus long terme, il doit :

***Abonder un Fonds pour la lutte anti-pollution** permettant d'amplifier la recherche pour la promotion des énergies alternatives, les économies d'énergie et les moteurs propres. Une révolution énergétique est en effet nécessaire ;
***Engager l'action de la France pour une maîtrise concertée des marchés énergétiques en Europe** ;
***Proposer la réunion**

d'une Conférence mondiale sur l'énergie pour une gestion commune des ressources énergétiques et leur partage équitable, la construction en **coopération d'un système énergétique fondamentalement nouveau, le droit à l'énergie pour chacun-e et la négociation d'un « juste prix » du pétrole.**

OSEZ !

Depuis le début de l'année, nous comptabilisons bon nombre d'adhésions beaucoup plus que l'an dernier à la même période, où la dynamique du « Non » était à son apogée.

Ces adhésions sont des adhésions militantes pour en découdre avec la droite et sa politique libérale, pour donner un prolongement politique à leur luttes, RTM, Nestlé, SNCM, CPE....

Leur choix pour le parti communiste c'est fait à partir de notre attitude politique : exigeant sur le contenu et rassembleur pour gagner.

De fortes attentes s'expriment envers notre parti. Ces femmes et ces hommes qui ont décidé d'adhérer à partir de notre offre politique sont, des éléments moteurs pour faire vivre une dynamique de rassemblement anti-libéral sur des contenus pour battre la droite et réussir à gauche.

L'objectif est clair changer vraiment la vie, abolir les règles nocives du système capitaliste, avec des riches toujours plus riches et des pauvres toujours plus pauvre. Il n'y a pas de fatalité. L'exemple du 29 Mai en est la démonstration.

Il faut bien avoir conscience du niveau de colère et d'exaspération

atteint par nombre de femmes et d'hommes qui sont engagés dans des associations, des syndicats, des collectifs...

Confrontés à la dureté de la politique de la droite, ces femmes et ces hommes sont conscients que le parti socialiste est actuellement plus préoccupé par sa guerre des chefs et ne répond pas à leurs fortes attentes.

Ils sont à la recherche d'une véritable alternative qui change leur vie. Aujourd'hui ils sont prêts à faire de la politique, vous êtes peut être dans le même état d'esprit, nous vous proposons de rejoindre notre Parti !



Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens en France et en Europe

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse _____ euros (chèque à: Association de financement du PCF)



Prénom et nom _____
Adresse _____
Téléphone, courrier électronique _____

Renvoyer à : Parti communiste français, I, Impasse Audier 13800 Istres